



Actualité - **Politique**

GRAND ENTRETIEN

Roger de Jaham : « Tous Créoles n'a jamais été un organe de défense des békés »

Gabriel GALLION

Samedi 27 mai 2017



(Jean-Marc Etifier/France-Antilles)

Roger de Jaham, président de « Tous Créoles », association créée il y a dix ans pour participer au « vivre ensemble », s'apprête à passer la main. Chef d'entreprise connu pour ses prises de position souvent détonantes, nous parle de sa vision de la société martiniquaise.

Vous êtes connu pour votre franc-parler et des prises de position parfois détonantes. Parmi celles-ci : votre dénonciation en décembre 2015 de l'alliance de la droite et du camp des Patriotes lors de l'élection de la CTM. Deux ans plus tard, est-elle toujours justifiée ?

Elle l'est plus que jamais, car en cherchant à marier la carpe et le lapin, cela ne peut pas fonctionner. Ce sont des partis politiques qui étaient aux antipodes. Aujourd'hui, on constate le bilan : pas de vision stratégique et aucune action déterminante pour le développement de la Martinique. Rajoutons que le fonctionnement de la CTM qui n'est pas celui qui aurait dû être. Il n'y a pas d'harmonie dans les rouages de l'institution. Je maintiens ce que j'ai dit en 2015.

Ne vous êtes-vous pas senti trop isolé dans votre sphère sociale à ce moment-là ?

Je sais que beaucoup de gens n'ont pas approuvé ma démarche. Mais je n'ai jamais compté sur l'approbation de personne pour faire ou ne pas faire. Je dis ce que je pense, ce que je crois bon pour mon pays, et un tel mariage ne pouvait pas fonctionner. Et la démonstration est d'ailleurs faite.

Vous croyez à une rupture proche ?

Il faudra bien qu'ils s'opposent à un moment. Rappelons-nous qu'Alfred Marie-Jeanne est coutumier de ce type d'alliance. Il a bien constitué une alliance en 1998 avec Pierre Petit et Miguel Laventure et lors des élections de mars 2004, il a tiré le tapis. En réalité, les deux leaders de la droite n'ont jamais été que des seconds couteaux.

Regardons au-delà de cette alliance et visons l'histoire politique globale de la Martinique. Ne pensez-vous pas qu'une étape a été manquée ?

Je pense que le poisson pourrit par la tête. Ce qui se passe ici, est identique à ce qui se passe en France. Une espèce de délinquance du personnel politique. En moins de trente ans, nous sommes passés du Général de Gaulle à François Hollande. Nous avons d'un côté un homme qui avait une haute idée de la France, avec une stratégie en terme d'énergie, de défense, de société, tandis que nous avons vu un chef de l'État se balader en scooter pour des visites privées. C'est la déliquescence de la fonction présidentielle. Cette situation a eu des répercussions chez nous. Je veux parler de l'implication de l'État dans le fonctionnement de l'économie. Je considère que l'État n'est pas présent. Je ne sais si c'est par lâcheté, manque de vision ou autre chose, mais il n'est pas présent. Ce qui s'est passé en Guyane est bien la traduction d'une dénonciation de l'absence de l'État. En 2009, la revendication principale portait sur plus d'État. L'État a disparu.

Peut-on se contenter de dire que c'est par lâcheté, comme vous le dites ?

Plus personne ne prend de décision par peur de fâcher. Or, je considère qu'un homme politique doit pouvoir prendre les décisions qui fâchent. Quand, c'est dans l'intérêt du plus grand nombre, inévitablement il y aura des mécontents. Aucune décision fâcheuse n'a été prise ces temps derniers. Mais lorsque quelqu'un a besoin d'oxygène, au lieu de le lui donner, on le lui coupe. Or, notre économie a besoin de davantage d'oxygène.

C'est ce que vous demanderez aux futurs députés de la Martinique ?

Oui. D'être pugnaces, vigilants sur tout ce qui se passe. Il le faut car un député a un rôle considérable à jouer, d'autant qu'avec la loi sur le non-cumul des mandats, ils n'auront aucune excuse municipale et autres pour ne pas être à l'Assemblée, au moment où il faut être, et surtout là où l'intérêt général de la Martinique commande d'être pugnace, vigilant et combatif.

Un élu efficace est un élu qui est averti et bien informé. Le monde économique a-t-il la clé du dialogue avec le monde politique ?

Je pense qu'une des raisons de nos dysfonctionnements est justement le fossé existant entre les deux mondes. Il y a un pays qui en la matière me fait rêver : c'est Singapour. Voilà un pays deux fois plus petit que nous, peu plus de 600 km², dix fois plus peuplé que nous. Aucune décision n'est prise sans que le conseil économique n'ait été préalablement consulté. Le gouvernement va consulter les chefs d'entreprise avant toute décision économiquement définitive. Combien de décisions ont été soumises aux chefs d'entreprise martiniquais ? N'oublions qu'un des plans de développement de la Martinique a été confié à un écrivain. Il considérait qu'il fallait mettre de la poésie dans l'entreprise. On connaît le résultat. Je note cependant que l'ancienne mandature régionale a investi énormément, contrairement à ce que se passe de nos jours. Mais la cohérence des investissements a manqué. Les acteurs économiques ne sont pas entendus. Le Medef est-il écouté ? Non.

Vous avez eu aussi une colère à propos de l'Europe, dénonçant l'absence d'implication locale à propos des

60 ans de l'Europe. Pensez-vous réellement que nous y sommes totalement intégrés ?

Totalement. Mais la question est de savoir si nous avons su tirer tous les avantages de cette intégration. L'Europe a fêté récemment ses 60 ans. C'est la première fois dans l'histoire de l'Humanité que des pays se rassemblent ainsi. Et c'est la première fois que nous traversons en Europe, autant d'années sans guerre. C'est la paix, le socle de cette union. La structure économique est arrivée par la suite et la dernière base constitutive de l'Union : le social. Je dis que nous avons la reconnaissance d'une spécificité inscrite dans le coeur du Traité : l'ultrapériphéricité. Je note que la banane a su tirer profit de ce statut pour protéger sa production. C'est une question d'efficacité et de cohérence.

Pour autant, il y a nécessité d'un combat permanent notamment sur l'octroi de mer ?

Mais c'est effectivement un combat permanent. N'oublions pas qu'il y a 27 états membres à convaincre et que rien n'est gagné par avance. Mais nous ne pouvons pas nier le nombre de chantiers qui sont assurés ici par l'Europe, ni que le niveau de vie a bénéficié des investissements européens. Cessons de dénigrer l'Europe et battons-nous pour faire valoir nos droits. Elle est une chance pour l'Humanité et pour nous.

Parlons un peu de « Tous Créoles », association que vous avez fondée il y a 10 ans.

Bientôt nous célébrerons notre dixième anniversaire, le 24 juin prochain.

Regrettez-vous ?

C'est effectivement le moment de faire le bilan. Je suis déjà surpris que nous ayons tenu 10 ans. Je me rappelle qu'avec Gérard Dorwling-Carter, lorsque nous avons porté cette association sur les fonts baptismaux, c'était déjà le fruit d'années de réflexion, sur le débat sociétal sur les divisions, les rancoeurs. Le but était de rentrer dans le débat sociétal pour amener de l'apaisement. On peut toujours faire mieux. Je n'ai qu'un regret c'est d'être resté à sa présidence pendant tout ce temps. J'ai trop personnalisé l'association, car beaucoup n'hésitent pas à dire que c'est une association de békés, ce qui est faux. Sur 240 membres, il y a une cinquantaine de békés. Mais comme je le suis, que je suis le coprésident et que j'ai une grande gueule, on fait l'amalgame. « Tous Créoles » n'a jamais été un organe de défense ni de promotion des békés. C'est une association qui a entrepris une démarche. Nous pouvons cependant regretter ne pas avoir pu rencontrer plus de monde. Notre démarche est la rencontre avec l'autre. Majuscule à Rencontre et une à Autre. Malheureusement, nombre d'intellectuels ont refusé de nous rencontrer. Mais ceux qui ont accepté la rencontre, nous accompagnent aujourd'hui. Mais mon regret est de voir le refus de nous rencontrer de la part d'hommes et femmes, d'intellectuels reconnus qui ne jugent pas pour ce que nous entreprenons, mais uniquement sur des a priori.

Ils refusent parce que vous êtes le président ?

Sûrement. À l'occasion du dixième anniversaire, mon intention est de transmettre le flambeau à un autre. Peut-être que ma personnalité n'étant pas plus en première ligne, l'association pourra embrayer une nouvelle phase.

« Tous Créoles » reflète-t-elle la Martinique de demain ?

Je pense qu'elle reflète déjà celle d'aujourd'hui. Celle de demain, je ne sais pas ce qu'elle sera. Je ne suis pas très optimiste pour l'avenir, notamment sur le plan économique et social. Je suis inquiet.

Sur le même sujet

M'Hamed Kaki : « Les héritiers de l'immigration coloniale souffrent de relégation sociale »

Thèmes :
DEBATS



Benjamin Stora : « Être les gardiens vigilants de son histoire, sans obsession »



Thèmes :
DEBATS
